

Les négociations sur le changement climatique de Durban doivent déboucher sur des décisions pour la main-d'œuvre et la planète (24.11.11)

Bruxelles, le 24 novembre 2011 (CSI en ligne): Le mouvement syndical international invite les gouvernements qui se réunissent à Durban à l'occasion de la Conférence sur Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à faire preuve d'audace et à adopter des décisions en vue d'étendre le Protocole de Kyoto, de concevoir un mandat en vue de négocier un instrument complet légalement contraignant pour tous les pays et d'approvisionner de 100 milliards de dollars US le Fonds vert pour le climat.

Le Protocole de Kyoto, signé par 180 pays développés qui s'engagent à réduire leurs émissions, arrive à expiration en 2012. « Nous soutenons les gouvernements des pays développés qui souhaitent prolonger le Protocole de Kyoto. Il est vital d'éviter des lacunes au niveau des engagements de réduction des émissions et de préserver le caractère hiérarchique et juridiquement contraignant qu'une prolongation du Protocole de Kyoto pourrait apporter », a expliqué Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale.

Au moment où les négociateurs se rencontrent à Durban, le monde est confronté à la deuxième vague de la crise financière, allant de pair avec une hausse du chômage et des inégalités.

« Les hauts niveaux de dette des pays développés ont servi d'excuses aux gouvernements pour diminuer les services publics et faire reculer les droits au travail. La crise financière ne doit pas être invoquée pour justifier l'inaction en matière climatique. Les travailleuses et les travailleurs, avec des emplois décents et des emplois écologiques, aideront de nombreux pays à sortir de la crise financière et à gérer le changement climatique, a encore expliqué Sharan Burrow.

Plus les gouvernements attendent pour négocier un accord légalement contraignant, plus l'injustice et l'inégalité augmenteront. Les personnes qui nient les effets du changement climatique refusent de voir qu'en réalité, les populations sont tous les jours confrontés aux conséquences du changement climatique tant au niveau personnel que de leurs moyens de subsistance. Qu'il s'agisse de paysans touchés par les sécheresses dans la Corne de l'Afrique, ou de sites industriels aux alentours de Bangkok, fermés à la suite des inondations et à cause desquelles plus de 100 000 personnes ont perdu leurs moyens de subsistance, tous les secteurs de l'économie, et tous les salariés, doivent supporter les coûts de l'inaction gouvernementale. »

Le mouvement syndical international demande instamment aux dirigeants de concevoir un plan d'action pour le Fonds vert pour le climat afin qu'il finance des actions mondiales contre le changement climatique; il devra décrire par le menu les sources publiques de financement et en intégrer de nouvelles comme la taxe sur les transactions financières.

« Nous pouvons consacrer l'argent qui dort sur les comptes des opérateurs bancaires à l'environnement. Une taxe sur les transactions financières permettrait de générer 650 milliards de dollars US par an au niveau mondial et de créer des emplois verts et un développement durable », a conclu Sharan Burrow.

Une délégation de 300 travailleuses et travailleurs représentant des syndicats de plus de 40 pays seront présents au pavillon du monde du travail où les organisations syndicales proposeront des solutions pour faire face au changement climatique et limiter la hausse des températures mondiales à maximum 2 degrés. Plus de 30 séminaires auront lieu au cours des deux semaines de conférence.

Consultez la contribution de la CSI « Travailleurs et travailleuse & changement climatique » à la 17e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

En anglais: <http://www.ituc-csi.org/durban-climate-conference-ituc.html?lang=en>

En français: <http://www.ituc-csi.org/durban-climate-conference-ituc.html?lang=fr>

En espagnol: <http://www.ituc-csi.org/durban-climate-conference-ituc.html?lang=es>

Consultez la liste des événements prévus au pavillon du Monde du travail du 29 novembre au 6 décembre 2011: <http://www.ituc-csi.org/wow,10086.html?lang=fr>

La CSI représente 175 millions de travailleuses et de travailleurs au travers de 308 organisations nationales de 153 pays et territoires.

Site web: <http://www.ituc-csi.org> et <http://www.youtube.com/ITUCCSI>